



RAPPORT NARRATIF



2011

La conservation de la biodiversité, l'approvisionnement en eau potable la restauration de la fertilité des sols, la prise de mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et l'exigence de la transparence dans les industries extractives, sont devenus, aujourd'hui, des défis majeurs à relever, tant pour des raisons écologiques (...), socioéconomiques (...) que pour des raisons éthiques (...).



Sommaire

INTRODUCTION	4
SECTION 1 : ACTIVITES PLANIFIEES	5
A. ACTIVITES CONCRETES	5
B. ACTIVITES NON CONCRETES	6
SECTION 2 : ACTIVITES REALISEES.....	7
A. PROGRAMME DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	7
Les chantiers internationaux de volontaires	7
B. PROGRAMME ENVIRONNEMENT	9
1. Projet « Promotion de bonnes pratiques d’atténuation et d’adaptation au Changement climatique dans les zones d’écosystèmes fragiles et des ressources hydrauliques au Togo»	9
2. Projet «Rendons notre environnement ambiant propre»	12
3. Interventions sur les questions liées à l’accaparement des terres.....	13
C. PROGRAMME COORDINATION DES CAMPAGNES	14
Atelier de restitution et de validation de la Politique Nationale de l’Energie	14
1. Réunion stratégique à l’intention des chargés de campagne climatique au sein des groupes de Les Amis de la Terre-Afrique	14
2. Réunion des groupes de Les Amis de la Terre Afrique sur l’accaparement des terres	15
3. 17e Conférence des Parties.....	15
D. PROGRAMME INFORMATION ET COMMUNICATION	16
1. Sensibilisation des populations riveraines de la chaîne d’Atakora à la gestion durable de ses potentiels hydro-agro-sylvo-pastoral pour le développement économique.	16
2. Campagne d’information et de sensibilisation sur l’importance socio-économique et environnementale des ressources forestières.....	19
E. SUPERVISION DES PROGRAMMES	21
1. Projet Reduse	21
2. Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives.....	22

3. Mise en place de la Coalition Publiez ce que vous Payez-Togo	23
4. Quelques missions.....	25
5. Partenariat et efforts de mobilisation de fonds.....	28
SECTION 3 : DIFFICULTES RENCONTREES	28
SECTION 4 : PROPOSITION DE SOLUTIONS	29
SECTION 5 : CAS DE SUCCES MAJEUR	30
SECTION 6 : PERSPECTIVES.....	31
CONCLUSION	32

INTRODUCTION

Malgré une prise de conscience et une mobilisation, sans précédent, dans l'histoire de l'humanité par rapport aux enjeux environnementaux, les tendances demeurent lourdes : perte accélérée de la biodiversité, dégradation continue de la qualité de l'eau, des sols et de l'air, réchauffement climatique, et accentuation de la vulnérabilité de plusieurs populations humaines riveraines de sites miniers.

Ces différentes formes de dégradation, qui, malheureusement, n'épargnent pas le Togo, ne sont pas sans conséquences sur la qualité de vie humaine.

En effet, la désertification, le changement climatique, la baisse des rendements de cultures, la détérioration de la santé humaine, etc., principales conséquences de la détérioration de l'environnement, et des conditions de vie, constituent un frein au développement durable.

Pour inverser la tendance, la conservation de la biodiversité, l'approvisionnement en eau potable, la restauration de la fertilité des sols, la prise de mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et l'exigence de la transparence dans les industries extractives, sont devenus, aujourd'hui, des défis majeurs à relever, tant pour des raisons écologiques (stabilité des écosystèmes, cycle géochimique), socioéconomiques (souveraineté alimentaire, santé humaine, travail décent, économie durable, etc.) que pour des raisons éthiques (valeur intrinsèque de la vie).

Pour l'ONG Les Amis de la Terre-Togo (ADT-Togo), l'amélioration de la qualité de la vie humaine requiert, l'utilisation efficace et efficiente de toutes les ressources naturelles humaines et économiques dans le respect de l'environnement. Pour ce faire, la connaissance de l'environnement, sa gestion et sa préservation sont des objectifs à atteindre par le biais d'un dispositif opérationnel, désigné sous le vocable de programmes.

ADT-Togo, au travers du présent rapport, fait le bilan des activités menées en 2011, à travers lesdits programmes, et tire les enseignements en vue de peaufiner ses actions futures.

Afin de favoriser une meilleure lisibilité de ce rapport d'activités, il sera articulé autour des points suivants, hormis l'introduction et la conclusion : les activités planifiées (Section 1), les activités réalisées (Section 2), les difficultés rencontrées (Section 3), les propositions de solutions (Section 4), le cas de succès majeur (Section 5), et les perspectives (Section 6).

SECTION 1 : ACTIVITES PLANIFIEES

Comme à l'accoutumée, deux types d'activités ont mobilisé les chargés des différents programmes, au titre de l'année 2011. Il s'agit, d'une part, des activités concrètes, et d'autre part, des activités non concrètes.

A. ACTIVITES CONCRETES

Au rang des activités qualifiées de concrètes figurent : l'appui-accompagnement des groupements en apiculture, héliciculture, cuniculture, la culture de champignons, et l'élevage des agoutis (a), l'approvisionnement des populations en eau potable (b), la réhabilitation d'infrastructures scolaires (c), et le reboisement (d).

a. Appui-accompagnement des groupements en apiculture, héliciculture, cuniculture, la culture de champignons, et l'élevage des agoutis

Cette action a pour but de donner un appui financier, technique et surtout matériel aux populations rurales afin de leur procurer des activités alternatives pouvant contribuer à réduire leur pression sur les ressources naturelles. Ces activités s'inscrivent dans le cadre de différents projets visant la réduction de la pauvreté à travers la préservation de la pauvreté.

b. Approvisionnement des populations en eau potable

Le projet d'alimentation en eau potable des agglomérations de Fiokpo vise à satisfaire les besoins en eau des populations du canton de Fiokpo (environ 16 000 personnes). Démarré en 2008, les activités de construction des ouvrages devraient se poursuivre au cours de l'année 2011.

c. Réhabilitation d'infrastructures scolaires

Soucieux de collaborer avec des citoyens à même de comprendre et partager les enjeux de l'environnement, Les Amis de la Terre-Togo ne ménage aucun effort pour favoriser la scolarisation et la formation des enfants et de jeunes de gens. C'est pour cela qu'elle a l'habitude de construire ou de réhabiliter des infrastructures de développement, telles les écoles.

En 2011, l'Organisation a planifié, par exemple, la réhabilitation de l'école de Volové.

d. Reboisement

Activité « naturelle » chez Les Amis de la Terre-Togo, le renforcement du couvert végétal fait partie des projets inscrits au titre de l'année 2011.



Mise en terre de plants dans le quartier cassablanca le 1er juin 2011

Aux côtés de ces activités dites concrètes, d'autres types d'actions ont été menées pour appuyer, renforcer ou compléter les premières ; il s'agit des activités non concrètes.

B. ACTIVITES NON CONCRETES

Au titre des activités non concrètes, on note celles qui sont relatives à l'information, la sensibilisation et la formation des acteurs en développement, et du public (a), la contribution à l'orientation des politiques de développement (b), et au plaidoyer et le lobbying à l'intention des décideurs (c).

a. Information, sensibilisation et formation des acteurs en développement, et du public

L'information, la sensibilisation et la formation sont, entre autres, des moyens qu'utilisent Les Amis de la Terre-Togo pour favoriser la compréhension par les populations et les partenaires sociaux des différents enjeux et défis environnementaux qui se posent, en vue d'obtenir leur implication dans la gestion durable des ressources naturelles.

b. La contribution à l'orientation des politiques de développement

Comme chaque année, ADT-Togo s'est attendu à prendre activement part à des réunions, ateliers, colloques, symposiums et conférences, aux niveaux national et international afin de contribuer à influencer l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de politiques, stratégies, plans, programmes, projets et actions de développement.

c. Le plaidoyer et le lobbying à l'intention des décideurs.

Afin de faciliter l'atteinte des objectifs qu'elle s'est fixés, ADT-Togo a mis en place une stratégie qui consiste à convaincre, persuader, voire « faire pression » sur les pôles de décision afin d'orienter les interventions de ces derniers en faveur du développement durable.

SECTION 2 : ACTIVITES REALISEES

Les Programmes sont les outils opérationnels permettant de donner corps aux activités sus-indiquées. Il s'agit des programmes suivants : Développement Communautaire ; Environnement, Coordination des Campagnes, et Information et Communication.

A. PROGRAMME DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE



L'objectif de ce programme est de mener des actions de proximité, en vue de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et d'existence des communautés à la base.

Les activités principales réalisées dans le cadre de ce programme sont relatives aux camps chantiers internationaux de volontaires.

Les chantiers internationaux de volontaires

L'organisation de camps chantiers internationaux de volontaires suppose deux phases essentielles : des activités préparatoires (1), et le déploiement des dites activités sur le terrain (2). Durant ce processus, les organisations partenaires jouent un rôle important (3).

1. Les préparatifs

L'organisation des chantiers nécessite une préparation minutieuse marquée par les éléments suivants :

- Élaboration du programme de camp chantier;
- Traduction en anglais et diffusion du programme aux associations partenaires ;
- Formation des volontaires, et
- Formation des animateurs.

La mise en œuvre concluante des dites actions a été un terreau fertile pour l'organisation des chantiers.

2. Déroulement

Les chantiers se sont déroulés dans le courant des mois de juillet, août et septembre. Quatre chantiers internationaux ont été réalisés dans les préfectures de l'Avé, de Kloto, des Lacs et de Vo. Les chantiers de l'Avé et de Vo sont des chantiers de soutien scolaire, et de reboisement, tandis que ceux de Kloto et des Lacs sont respectivement des chantiers de construction d'école, et de reboisement.

Dans l'ensemble, ces différents chantiers ont rassemblé 36 volontaires, à savoir : 11 expatriés et 25 togolais.

Le village de Volové (Kloto) a accueilli du 09 au 28 juillet 2012, un chantier de construction du bâtiment scolaire de l'Ecole Primaire Publique de Volové. Il a réuni 10 volontaires (9 togolais et 1 français). Entre autres activités, les volontaires sur ce chantier ont ramassé et tamisé du sable, fabriqué des parpaings et réalisé le plancher d'une salle de classe.

Les activités du chantier du village de Mome Gbavé (préfecture de Vo) se sont déroulées du 20 juillet au 06 août 2012. Le chantier a rassemblé 12 volontaires dont 4 expatriés. Le travail a consisté à faire du soutien scolaire aux écoliers du village et à mettre en terre des plants sur les artères qui donnent accès au village ; l'objectif étant de créer des avenues.

Le chantier de Dzéméké (préfecture de l'Avé), tenu du 20 juillet au 06 août 2012 a rassemblé 12 volontaires dont 8 togolais et 4 expatriés. Les volontaires de ce chantier ont encadré les écoliers dudit village sous forme de soutien scolaire. Ils ont dispensé des cours aux écoliers et à certains élèves. Ils les ont aidés à comprendre des chapitres de certaines disciplines et leçons en vue de leur permettre de mieux aborder la rentrée scolaire de l'année suivante. Ces volontaires ont par ailleurs reboisé la cour de l'école.

Le dernier chantier est relatif au volontariat pour la protection du patrimoine mondial. Il a été réalisé à Glidji, dans la forêt sacrée où se déroulent les cérémonies de prise de la « pierre sacrée », cérémonie qui consacre le début de la nouvelle année chez le Peuple Guin.

Les volontaires ont renforcé ladite forêt, en mettant en terre 200 pieds de *terminalia superba*, puis, ont sensibilisé les communautés sur la protection de cette forêt qui est un patrimoine mondial.

En somme, les volontaires ont travaillé 35 heures par semaine, et ont fait du tourisme (excursions) pendant les week-ends. Il est à noter que les échanges ont été très fructueux entre les différents groupes de volontaires venus soutenir Les Amis de la Terre-Togo dans l'accomplissement de sa mission.

La réalisation de ces camps n'aurait pas été possible sans la coopération des organisations partenaires.

3. Les partenaires

L'appartenance de Les Amis de la Terre-Togo à certains réseaux d'associations lui a permis d'étendre l'éventail de ses partenaires. Ainsi, ADT-Togo a accueilli sur ses chantiers des volontaires de diverses autres organisations.

Il s'agit :

- De Lunaria (Italie) ;
- De World4you (Russie) ;
- De COCAT (Espagne) ;
- De Jeunesse et Reconstruction (France) ;
- De Solidarité Jeunesse (France), et
- De SVI (Espagne).

Ces différentes organisations nous ont envoyé des volontaires pour appuyer nos actions de proximité.

De façon générale, en cette année, les activités initialement prévues dans le cadre de ce Programme n'ont pas été aussi denses que celles menées, il y a quelques années, du fait de moyens financiers moins importants d'une part, et du manque d'enthousiasme à participer aux camps chantiers, comparaison faite des années 1990.

B. PROGRAMME ENVIRONNEMENT



Ce programme vise à conserver la biodiversité tout en assurant la souveraineté alimentaire au Togo.

Face aux nouveaux défis de l'environnement, tels que les changements climatiques, la prolifération des Organismes Génétiquement Modifiés, l'accaparement des terres pour la production de biocarburants, les ressources naturelles sont menacées de pollution, de dégradation et de disparition.

Le Togo étant un pays vulnérable de par sa situation économique, et la dépendance de la majorité de la population vis-à-vis de la biodiversité, il importe de faire face aux problématiques sus-évoquées afin d'assurer la souveraineté alimentaire et la préservation de la biodiversité. C'est dans cette optique que ADT-Togo, dans le cadre du présent programme, a réalisé des activités relatives :

- Au projet « Promotion de bonnes pratiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans les zones d'écosystèmes fragiles et des ressources hydrauliques au Togo » ;
- Au projet « Rendons propre notre environnement ambiant » ;
- Aux questions liées à l'accaparement des terres, et
- A l'appui-accompagnement des groupements en apiculture, héliiculture, cuniculture, la culture de champignons, et l'élevage des agoutis.

1. Projet « Promotion de bonnes pratiques d'atténuation et d'adaptation au Changement climatique dans les zones d'écosystèmes fragiles et des ressources hydrauliques au Togo »

Dans le cadre du Climate Change and Development-Adapting by Reducing Vulnerability (CC DARE), ADT-Togo a exécuté, le projet de « Renforcement des capacités techniques des Organisations de la Société Civile togolaises et des acteurs du secteur privé sur les changements climatiques ». Ces OSC et acteurs du secteur privé ont (et continuent) de clarifier le concept et d'expliquer les implications du changement climatique aux communautés à la base et au groupe-cible cité plus haut. Le Gouvernement togolais a également bénéficié d'un appui du CC DARE qui a permis l'exécution d'un projet de construction de retenues d'eau dans le Nord-Togo.

Ayant ressenti le besoin de renforcer les impacts de ces projets et d'autres initiatives de développement, ADT-Togo a développé le présent projet intitulé : « Promotion de

bonnes pratiques d'atténuation et d'adaptation au Changement climatique dans les zones d'écosystèmes fragiles et des ressources hydrauliques au Togo ». Il s'agit du recueil, du partage de connaissances pratiques et de l'adoption des meilleures pratiques et expériences sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, dans la perspective de l'amélioration des potentiels hydro-agro-sylvo-pastoral et de pêche du Togo.

L'objectif global est d'amener le public en général, les producteurs, les Organisations de Producteurs Agricoles (OPA) et leurs organisations faitières, les éleveurs, les pêcheurs et les autorités politico-administratives, en particulier à promouvoir la réduction, et à construire la résilience vis-à-vis des effets de changements climatiques, afin de contribuer au développement durable.

Spécifiquement, il s'agit :

- De recueillir, partager/mutualiser les informations et faire acquérir les connaissances pratiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique aux populations riveraines des écosystèmes fragiles et des ressources hydrauliques ;
- D'argumenter/inciter à l'adoption des meilleures pratiques et expériences sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique dans la perspective de l'amélioration des potentiels hydro-agro-sylvo-pastoral et de pêche du Togo, et
- D'élaborer des avis politiques pour la prise en compte dans les documents pertinents en matière environnementale des spécificités recensées sur le terrain en ce qui concerne la gestion des écosystèmes fragiles et des ressources hydrauliques.

En amont, il faut relever le travail de « déblayage de terrain », de recadrage et d'orientation joué par l'atelier régional de lancement de la 2^e phase du programme CC DARE, tenu le 15 juillet 2011, à Lomé, et des différents travaux et délibérations par le Comité de Suivi et d'Orientation du Projet (CSOP).

Il faut noter que le CSOP, composé de sept ONG membres du Réseau des Organisations de la société civile sur les Changements Climatiques et l'Énergie au Togo (ROCCET), a eu pour rôle, de faire le suivi externe du projet par rapport à Les Amis de la Terre-Togo.

S'agissant des activités à proprement parler, quatre activités phares peuvent être retenues. Il s'agit :

- De l'organisation de l'atelier de mutualisation et d'échanges à l'intention des experts. Cette activité a permis aux cadres techniques des ministères en charge de l'Agriculture et de l'Environnement (Directeurs régionaux, entre autres), aux techniciens de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique, de l'Institut Technique de Recherche Agronomique, aux responsables du monde associatif, des ONG et des groupes professionnels concernés par la production agricole, l'élevage et la pêche, d'analyser, d'apprécier, d'améliorer, de valider, de proposer des pratiques d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, qui soient pertinentes et applicables au contexte togolais.

- De l'organisation des sessions de formation à l'intention des acteurs non étatiques du monde agricole (au nombre de 76). Les producteurs, les représentants des OPA et leurs organisations faïtières, les éleveurs, les pêcheurs. Quatre modules de formation leur ont été administrés, et qui sont relatifs à la gestion des ressources en eau et aux pratiques agricoles ;



Participants aux sessions de formation à Kara et Atakpamé

- Du suivi-évaluation. Le suivi-évaluation de ce projet est critique d'autant plus qu'il permet de maximiser son impact sur la réduction de la pauvreté. En effet, si les impacts n'atteignent pas les populations-cible ou sont peu rentables, en étant renseigné, les activités peuvent être reformulés, améliorés, ou, le cas échéant, abandonnés. La connaissance acquise, à partir des études d'évaluation d'impact, fournira aussi la ressource décisive pour la conception appropriée de programmes et de projets futurs. C'est ce qui explique que ADT-Togo aie fait le suivi de ce projet. Une évaluation globale des phases I et II du programme CC DARE sera faite, à l'avenir.

S'agissant des groupes-cible, quatre catégories sont concernées. Il s'agit :

- Du public, en général ;
- Des experts : cadres techniques des ministères en charge de l'Agriculture et de l'Environnement (Directeurs régionaux, entre autres), techniciens de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique, de l'Institut Technique de Recherche Agronomique, responsables du monde associatif, des ONG et des groupes professionnels concernés par la production agricole, de l'élevage et de la pêche ;
- Des acteurs non étatiques du monde agricole : les producteurs, les représentants des OPA et leurs organisations faïtières, les éleveurs, les pêcheurs, et
- Des décideurs politiques.

En ce qui concerne les résultats obtenus, on peut retenir :

- Que des émissions radiophoniques et télévisées sont organisées ;
- Qu'un documentaire est diffusé à la télévision, et des spots diffusés sur des radios ;

- Que des séances de sensibilisation populaires sont organisées dans les communautés de base ;
- Que des sessions de formation sont organisées en faveur de groupes-cible ;
- Que les notions d'atténuation et d'adaptation climatique sont maîtrisées par les personnes formées et le grand public ;
- Que les bonnes pratiques d'atténuation et de résilience au changement climatique, en vue de la réduction de la vulnérabilité, ont été échangées et partagées pour adoption et vulgarisation ;
- Que des avis politiques sont élaborés, le plaidoyer et le lobbying se mènent pour une meilleure gestion des spécificités des écosystèmes fragiles et des ressources hydrauliques.

L'exécution de ce projet a permis de tirer des leçons. En effet,

- Les participants se sont partagés des connaissances endogènes en matière d'adaptation au changement climatique que l'on pourrait cataloguer dans un document à l'intention d'autres acteurs au plan national et international : c'est dire que les solutions locales existent, et qu'il convient de les valoriser et capitaliser ;
- De nombreux acteurs ne savaient pas que certaines de leurs activités contribuent au réchauffement climatique, à la dégradation des terres, à la perte de la biodiversité ou à la perturbation du cycle de l'eau, donc au changement climatique.
- Les différents modules dispensés leur ont permis de mieux comprendre les liens de cause à effet entre les actions anthropiques et le fonctionnement des écosystèmes.
- Les savoirs qu'ils ont acquis leur ont permis de se raviser, en faveur de comportements favorables à l'environnement ;
- L'interaction entre Les Amis de la Terre-Togo, l'Équipe de coordination à Nairobi, les membres du Comité de Suivi et d'Orientation du Projet, les réseaux régionaux des Organisations de la Société Civile (OSC), des cadres techniques du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage de la Pêche, et du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières a été cruciale et déterminante quant au succès du projet.
- Le rôle des médias est essentiel dans l'atteinte des résultats du projet. C'est pourquoi, il est important que Les Amis de la Terre-Togo continue d'entretenir des relations de coopération entre les journalistes formés par le PNUD et elle sur les changements.

2. Projet «Rendons notre environnement ambiant propre»

C'est un projet qui a été financé par la Banque Mondiale et qui a pour objectif de sensibiliser les populations à gérer de façon durable les déchets urbains, et, contribuer ainsi, à l'assainissement du milieu. Le projet sera mis en œuvre suivant deux volets à savoir le volet formation et le volet sensibilisation.

En cette année 2011,

- Des médias ont été identifiés et des contrats de partenariat ont été noués ;

- Des messages ont été conçus pour la diffusion, et
- Des formateurs ont été identifiés et des discussions se sont tenues entre eux et ADT-Togo.

3. Interventions sur les questions liées à l'accaparement des terres

L'accaparement des terres est une problématique qui, de plus en plus, menace l'agriculture familiale dans le monde. Ce phénomène n'épargne pas le Togo. Au cours de l'année 2011, ADT-Togo a mené quelques actions devant concourir à mettre un terme audit phénomène. On note à cet effet,

- L'organisation d'une campagne de sensibilisation sur l'importance de la biodiversité, le phénomène de l'accaparement des terres et l'identification des éventuels cas d'accaparement des terres.

Cette campagne a été menée dans 10 villages riverains de la chaîne d'Atakora, à savoir : Agou Nyogbo Agbetiko, Kouma-Bala, Ahlon , Amlamé, Tomegbe, Sérégbéné, Assoukoko, Soudou, Asséré et Sédina. Un cas de tentative d'accaparement des terres a été signalé dans la préfecture d'Akebou (village de Sérégbéné) où le chef a dit avoir été saisi par une société pour favoriser la vente des terres pour la production de jatropha. Heureusement, le chef n'avait pas été favorable à cette demande.

- Plaidoyer pour mettre un terme au phénomène d'accaparement des terres pour la production de biocarburant au Togo.

Une lettre (N° ATL/007/11/KA du 14 février 2011) a été envoyée au Premier Ministre, avec ampliation à 16 structures intervenant dans le domaine de l'Environnement et/ou de l'agriculture pour dénoncer la Compagnie Greenleaf Global PLC qui se proposait de cultiver 40500 ha de jatropha pour la production de carburant. Pour l'instant, elle n'a pu mettre en valeur que 2700 ha.

Le rapport d'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) a été validé malgré la contestation de COPAGEN et de Les Amis de la Terre-Togo. Néanmoins, la superficie a été réduite théoriquement à 2700 ha. Notons que pour la compagnie, cette phase n'est que pilote.



Vue partielle de la superficie emblavée par la Compagnie Greenleaf Global PLC

C. PROGRAMME COORDINATION DES CAMPAGNES



Ce programme est nouveau. Il est créé en 2011, suite au départ - pour d'autres opportunités- de M. ASSEM Ekue de ADT-Togo. En effet, M ASSEM était chargé d'appuyer le programme Information et Communication. Il a été remplacé par M. KPONDZO Kwami Dodzi, dont la fonction est la coordination des campagnes.

L'objectif de ce programme est d'appuyer les autres programmes dans leurs activités de campagnes, en termes de plaidoyer et de lobbying à l'endroit des décideurs et de sensibiliser les populations à la base.

Afin de pouvoir influencer les politiques en matière environnementale, le coordonnateur de ce programme a pris part à plusieurs rencontres aux plans national et international, et dont les plus importantes sont :

Au plan national, on note sa participation à l'Atelier de restitution et de validation de la Politique Nationale de l'Energie.

Atelier de restitution et de validation de la Politique Nationale de l'Energie

Cet atelier a été organisé le 15 décembre 2011 par le Gouvernement togolais, la CEET, SOFRECO et IIC SARL. Il avait pour objectif de partager, d'examiner et de valider le contenu de la Politique Nationale de l'Energie. Au terme de l'atelier des amendements ont été apportés au document, qui a été validé.

Au plan international, le Chargé de la Coordination des Programmes a participé à la réunion stratégique à l'intention des chargés de campagne climatique au sein des groupes de Les Amis de la Terre-Afrique (1), la réunion des groupes de Les Amis de la Terre Afrique sur l'accaparement des terres (2) et la 17e Conférence des Parties (3).

1. Réunion stratégique à l'intention des chargés de campagne climatique au sein des groupes de Les Amis de la Terre-Afrique

Tenue à Durban, en Afrique du Sud du 11 au 14 juillet 2011, cette réunion a regroupé les chargés de campagne climatique autour de la stratégie à mener avant, pendant et après la 17e Conférence des Parties des Nations Unies (COP 17). Chaque participant a eu à présenter ses travaux relatifs aux changements climatiques et l'énergie. La réunion avait adopté trois stratégies, pour les périodes « avant », « pendant » et « après » la COP 17.

En prélude à la tenue de la COP17, les participants ont publié les informations sur l'ampleur que prennent le phénomène d'accaparement des terres en Afrique, les conséquences climatiques des exploitations des mines sur le continent, bref faire circuler des communiqués de presse dénonçant les mauvaises pratiques effectuées en Afrique, et qui sont en réalité de fausses solutions aux changements climatiques.

Pendant la COP17, les groupes de Les Amis de la Terre se sont impliqués dans les activités de négociation et de plaidoyer/lobbying, en concert avec les autres organisations de la société civile.

Après la COP 17, il est question de faire un suivi systématique des résultats de ladite Conférence.

2. Réunion des groupes de Les Amis de la Terre Afrique sur l'accaparement des terres

Les représentants des Les Amis de la Terre Afrique se sont retrouvés à Accra, Ghana, du 27 au 30 septembre 2011 en une réunion organisée par FoE-Ghana, avec l'appui financier de FoE-EWNI. L'objectif de cette rencontre était de permettre aux participants de partager leurs expériences sur les conséquences des accaparements des terres dans leur pays respectif. Le constat est que toute l'Afrique est en danger, et, en conséquence, il convient de redoubler d'effort pour mettre un terme à ce phénomène.

La réunion a recommandé une large diffusion et partage des expériences réussies afin de renforcer la lutte contre ce phénomène en Afrique.

3. 17e Conférence des Parties

La 17^e Conférence des Parties des Nations Unies (COP 17), tenue à Durban en Afrique du Sud a connu la participation de Les Amis de la Terre-Togo, du 26 novembre au 12 décembre 2011. Trois types d'activités ont été organisés, chaque jour, durant toute la conférence. Il s'agit des activités de suivi des négociations (a), des activités dans le « people space », (b) et des réunions stratégiques de recadrage (c).

Le chargé de la Coordination des Campagnes, l'un des représentants de ADT-Togo, à cette conférence, a principalement participé aux activités de partage d'expériences, de renforcement des capacités, de plaidoyer et de lobbying organisées dans le «people space». Au cours de ces activités, il a fait des présentations sur la situation des accaparements de terre au Togo, et la position de ADT-Togo face à ce phénomène honteux qui secoue toute l'Afrique. Il a aussi participé à des ateliers sur le



REDD organisées par FoEI et ses alliés.



M. KPONDZO faisant l'évaluation de sa participation aux travaux de la COP 17 à ses pairs

Notons qu'avant la COP 17, M. KPONDZO a pris part à la réunion préparatoire

dénommée Pré-COP 17, organisée du 22 au 25 novembre 2011 à Durban.

A cette réunion, les questions sur l' « énergie sale » ont été essentiellement abordées. Les participants ont partagé leurs expériences en termes de lutte contre l'exploitation du pétrole, du gaz et du charbon principalement. Les expériences très émouvantes du Peuple Ogoni (Delta du Niger) ont été partagées. Les participants ont souhaité que les moyens soient mobilisés pour promouvoir les énergies renouvelables.

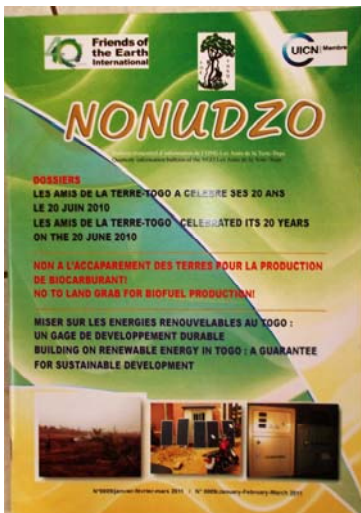
Notons que ce programme mène ses activités en étroite collaboration avec le chargé du programme Information et Communication.

D. PROGRAMME INFORMATION ET COMMUNICATION



L'objectif de ce programme est de soutenir le développement durable et favoriser l'amélioration significative et mesurable de l'environnement national, en fournissant des informations opportunes, ciblées, pertinentes et fiables aux décideurs et au public.

C'est ainsi que le Chargé de ce programme a assisté ses collègues et le Directeur Exécutif à communiquer sur leurs différents domaines d'activités et de compétence, à travers, notamment, la gestion des relations avec le public et les médias, la collecte, l'analyse et la diffusion de l'information environnementale, la mise à jour du site web de ADT-Togo, la gestion du Centre de Documentation, et la rédaction d'articles et la publication du trimestriel NONUDZO.



Il a également mené des activités d'information, de sensibilisation et de formation, à l'intention du public, à travers quelques projets à savoir : « Sensibilisation des populations riveraines de la chaîne d'Atakora à la gestion durable de ses potentiels hydro-agro-sylvo-pastoral pour le développement économique » (1), et « Campagne d'information et de sensibilisation sur l'importance socio-économique et environnementale des ressources forestières (2) ».

1. Sensibilisation des populations riveraines de la chaîne d'Atakora à la gestion durable de ses potentiels hydro-agro-sylvo-pastoral pour le développement économique.

Nonudzo N° 0009/janvier-février-mars 2011

C'est un projet dont l'objectif général est d'amener les populations de la chaîne de l'Atakora à valoriser de manière durable le potentiel hydro-agro-sylvo-pastoral de cette chaîne pour une intégration régionale (Bénin, Ghana, Togo).

Spécifiquement, il s'agit :

- De faire comprendre aux populations le caractère régional des ressources de la chaîne et leur importance dans l'émergence de l'économie régionale ;
- D'amener les organisations faïtières des organisations agricoles, de pêche des États concernés à susciter l'élaboration des politiques économiques spécifiques autour de la chaîne, et
- De promouvoir, au niveau des populations riveraines, les pratiques agricoles de pêche et d'élevage respectueuses de l'environnement.

Les groupes cibles concernés sont : les producteurs, les OPA et leurs organisations faïtières, les éleveurs, les pêcheurs et les autorités politico-administratives et dignitaires locaux.

La stratégie a consisté :

- A informer, pour faire changer les comportements en matière de gestion des ressources naturelles, c'est-à-dire susciter l'éveil de la conscience, au niveau des organisations de producteurs et des autorités politico-administratives en vue d'une production agricole durable.



Sensibilisation à Asséré et Agou Nyogbo-Agbetsiko

- A former, pour renforcer les capacités des groupes cibles en matière de bonnes pratiques agricoles, et



Travaux en plénière

et



en commissions au cours de l'atelier à

L'hôtel Acropolis (Lomé, le 28 juillet 2011)

- A partager les savoir-faire endogènes ayant fait la preuve de leur efficacité.

Les éléments principaux de sensibilisation sont : les séances d'animations populaires, les émissions médiatiques, et les affichages.



Interview à l'issue de la conférence de presse, présentée au Journal Télévisé (TV7), le 28 juillet 2011



Affiche



Affichage à Assoukoko

Ces éléments ont été appuyés par l'utilisation de banderoles lors des séances de sensibilisation, et la publication des activités du projet sur le site web de ADT-Togo, et dans la presse

L'ONG « les Amis de la Terre » évalue ses activités sur la chaîne de l'Atakora

LONG « Les Amis de la Terre » (ATD-Togo) a organisé, jeudi, à l'hôtel Acropolis à Lomé, une conférence de presse. La rencontre a permis de faire le point des activités menées dans le cadre du projet de sensibilisation

LONG « Les Amis de la Terre » (ATD-Togo), en partenariat avec les Amis de la Terre Ghana et Graib du Bénin a initié un projet de sensibilisation des populations riveraines de la chaîne de l'Atakora à la gestion durable de ses potentiels hydro-sylvo-agropastoral pour une intégration économique régionale (Togo-Ghana-Bénin). C'est un projet soutenu par le programme ECOWAP de la CEDEAO, à travers le financement de l'Union Européenne (UE). D'une durée de 6 mois, le projet s'est étendu du 1^{er} janvier au 31 juin 2011.

Au terme de l'exécution dudit projet, l'ONG « Amis de la Terre » (ATD-Togo) a animé jeudi à Lomé, une conférence de presse pour faire le point des activités menées.

Selon le chargé à l'in-

formation et à la communication à l'ATD-Togo, M. Kokou Amégadzé, le projet vise à amener les populations de la chaîne de l'Atakora à valoriser de manière durable le potentiel hydro-sylvo-agropastoral de cette chaîne pour une intégration économique régionale. Il a pour objectifs, de faire comprendre aux populations le caractère régional des ressources de la chaîne et son importance dans l'émergence de l'économie, et d'amener les organisations faitières des producteurs agricoles, de pêche des Etats concernés à susciter l'élaboration des politiques économiques spécifiques autour de la chaîne. Il s'agit aussi de promouvoir au niveau des populations riveraines, les pratiques agricoles de pêche et d'élevage respectueuses de

des populations riveraines de la chaîne de l'Atakora à la gestion durable de ses potentiels hydro-sylvo-agropastoral pour une intégration économique régionale (Togo-Ghana-Bénin).

l'environnement.

En effet, durant le projet, les activités ont

compte dans ses actions de sensibilisation et de formation, une



M. Kokou Amégadzé (milieu) a animé la séance. (Photo Mlle HOMAWOO)

consisté à la collecte de données sur le terrain, des séances de sensibilisation pour une gestion durable des potentialités hydro-sylvo-agropastorales de la chaîne de l'Atakora.

Pour éclairer l'ONG ATD-Togo sur les aspects à prendre en

étude sur l'état des lieux des ressources de la chaîne de l'Atakora au Togo a été menée par un consultant. Cette étude a permis à l'ONG de démontrer durant la sensibilisation, l'importance de la chaîne de l'Atakora. la dégradation dont ses ressources font

l'objet, les causes et les conséquences écologiques et socio-économiques de cette dégradation. La formation a quant à elle, concerné les bonnes pratiques dans le secteur forestier, agricole, pastoral, etc.

Une réunion se tiendra très prochainement pour permettre aux autorités de la CEDEAO de faire une évaluation avec les acteurs des 3 pays.

Au terme de ces ac-

tivités, un autre projet, qui va prendre en compte les besoins recensés, sera élaboré et soumis aux bailleurs de fonds.

Auparavant, a eu lieu un atelier de renforcement de capacités et de partage des résultats de activités de recherche et de sensibilisation menées par les acteurs des 3 pays concernés dans le cadre dudit projet.

Isabelle
KUEGAH-TOYO



Côté Maison

Agence immobilière

LOCATION - GESTION - VENTE

Tél. : 336 05 03

Mobile : 975 69 84

Email : cotemaison26@yahoo.fr

La conférence de presse du 28 juillet 2011 relayée par Togo presse, N°8590 du mardi 2 août 2011

2. Campagne d'information et de sensibilisation sur l'importance socio-économique et environnementale des ressources forestières

Cette campagne a pour objectif de renforcer les capacités des acteurs dans la gestion durable et participative des forêts au Togo.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- Identifier les populations-cible et les autres parties prenantes, et
- Sensibiliser et informer toutes les parties prenantes sur l'importance socio-économique et environnementale des ressources forestières et de la relance du processus du Plan d'Action Forestier National (PAFN).

Lors des différentes rencontres, et émissions médiatiques, il a été question d'exhorter les populations à adopter un comportement citoyen pour un Togo meilleur et riche en forêts pour les générations actuelles et futures.

Aussi, les membres des différentes communautés ont-elles été exhortés :

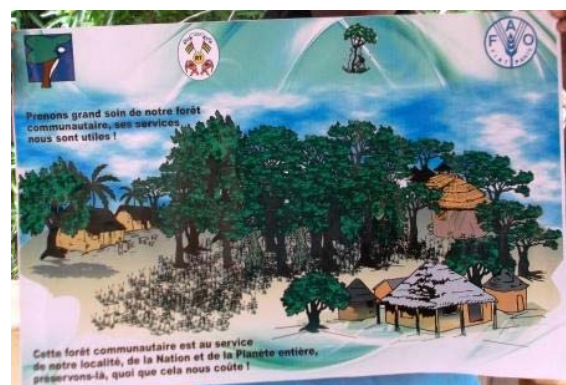
- A adopter l'agroforesterie ;
- A investir dans le reboisement et les plantations privées ;

- A utiliser les foyers améliorés ;
- A promouvoir la gestion participative des forêts ;
- A entreprendre des Activités Génératrices de Revenus ;
- A orienter leurs actions vers les axes stratégiques de la politique forestières et les composantes du PAFN pour la vision 2035, et
- A accompagner les différents acteurs impliqués dans le PAFN.



Séance de sensibilisation à Pisséré

Il faut noter que des affiches de sensibilisation ont été conçues et produites pour illustrer les messages véhiculés lors des séances de sensibilisation.



Quelques affiches de sensibilisation

Les messages ci-après ont été inscrits sur les affiches :

- Prenons grand soin de notre forêt communautaire, ses services nous sont utiles !
- Grâce à cette ceinture verte, notre village est protégé contre le vent, l'érosion éolienne, les feux de végétation, et les autres formes d'intempéries ;
- Aménageons nos forêts galeries afin de disposer en permanence de l'eau ;
- Nos parents ont vécu de cette forêt, nous en tirons des avantages aujourd'hui, gérons-la rationnellement pour le bien de nos enfants.
- Cette forêt communautaire est au service de notre localité, de la Nation et de la Planète entière, préservons-là, quoi que cela nous coûte !

Tous ces programmes ont été remarquablement conduits sous l'inspiration, l'appui et le contrôle Directeur Exécutif de l'Organisation, M. TODZRO Mensah.

E. SUPERVISION DES PROGRAMMES



La supervision de tous les programmes relève des prérogatives du Directeur Exécutif. Spécialiste de questions de développement, environnementaliste aguerri, et activiste de premier plan, celui-ci, sans relâche, apporte son soutien à la mise en œuvre des projets pilotés par ses collaborateurs.

Il encadre et recadre, au besoin, les activités menées par les différents chargés de programme, non seulement à travers ses conseils techniques, mais aussi de par sa présence sur le terrain.

Au-delà de son rôle d'appui et de contrôle des activités réalisées, le Directeur Exécutif, ne se lasse pas de représenter l'Organisation partout où cela est nécessaire, dans les rencontres à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

En 2011, il est la personne de contact sur les dossiers importants engageant la vie de ADT-Togo, notamment sur : le Projet Reduse (1), l'Initiative pour la Transparence dans les industries extractives (2), et Mise en place de la Coalition Publiez ce que vous Payez (3). Le Directeur Exécutif a accompli diverses missions (4), et n'a pas manqué de nouer des partenariats dans l'objectif de mobiliser des fonds (5).

1. Projet Reduse

Le projet : « REDucing Ressources Use for Sustainable Europe » (REDUSE), en français, Réduire l'utilisation des Ressources pour une Europe Durable poursuit un objectif qui se confond, en fait, à son intitulé. Ce projet qui concerne 13 partenaires de l'Afrique, de l'Amérique Latine et de l'Europe, et qui s'étend sur 3 années, compte 3 actions :

- La sensibilisation et l'éducation des jeunes citoyens européens, du grand public, ainsi que des décideurs sur l'utilisation des ressources par l'Europe, notamment l'aspect lié à la consommation non durable ;
- L'analyse scientifique de la demande des Européens et la dépendance vis-à-vis des ressources, notamment des pays du Sud, et
- L'accord d'une plus grande attention politique sur « comment » et « où » les ressources importées vers l'Union Européenne sont extraites et traitées.

Au Togo, les activités ont consisté en deux éléments :

- La collecte des données secondaires concernant les statistiques de production, les impacts écologiques et socioéconomiques de la production de coton au Togo,
- La collecte de données primaires concernant les modes et systèmes de culture de coton pratiqués au Togo, les goulots d'étranglement de la filière cotonnière ainsi que de données faisant la lumière sur les impacts de la production du coton sur les ressources en eau, le sol et sur la vie des producteurs.

La phase 1 de ce projet a culminé avec l'organisation, en novembre 2011, d'une tournée de sensibilisation et de plaidoyer (« Speakers Tour ») à l'intention des parlementaires européens. Aussi, les eurodéputés ont-ils été sensibilisés sur la quantité de ressources naturelles que l'Europe consomme, et les conséquences négatives de la surconsommation sur l'environnement et les sociétés des pays du Sud.



M.TODZRO en discussion avec un partenaire, lors de la Tournée

Le coton n'est pas la seule ressource naturelle dont la gestion interpelle ADT-Togo. Le Togo dispose en effet de ressources minières dont la gestion durable devra contribuer au développement du pays. Raison pour laquelle, notre organisation s'intéresse à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

2. Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

L'Initiative pour la Transparence dans les industries extractives est une initiative (volontaire) multi-acteurs constituée de gouvernements, d'entreprises, et de groupes de la société civile.

L'ITIE a pour objectif le renforcement de la gouvernance par l'amélioration de la transparence et de la redevabilité dans le secteur extractif. C'est une initiative mise en œuvre par les pays dont les gouvernements s'engagent pour cette cause.

En effet, le Conseil d'administration de l'ITIE a désigné le Togo comme pays Candidat de l'ITIE, le 19 octobre 2010. Conformément aux dispositions transitoires sur l'entrée en vigueur de l'édition 2011 des Règles de l'ITIE, le Togo s'est vu accordé par le Conseil de l'ITIE une prolongation de son délai pour achever la validation. Ce délai est à présent fixé au 18 avril 2013.



Visite de terrain dans le cadre des activités de l'ITIE

L'ITIE-Togo compte 3 organes : un comité de supervision, un comité de pilotage et un secrétariat technique permanent. La Fédération des ONG au Togo (réseau d'organisation de la société civile) est représentée au sein du Comité de Pilotage par Les Amis de la Terre-Togo, en la personne de son Directeur Exécutif, Mensah TODZRO. Celui-ci a occupé, pendant trois mois, la fonction de président du Collège de la société

civile au sein dudit Comité.

3. Mise en place de la Coalition Publiez ce que vous Payez-Togo

A l'initiative du Directeur Exécutif de ADT-Togo, s'est tenu, le 25 mars 2011, au CESAL (Tokoin Séminaire, Lomé), une réunion de réflexion sur la mise en place de la Coalition togolaise de « Publiez Ce Que Vous Payez » (PCQVP-Togo). Ont pris part à cette réunion, une douzaine d'OSC et des personnes ressources.

En effet, dans la plupart des pays où est instituée l'ITIE, il est également mis en place une Coalition Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP). Celle-ci est une campagne internationale pour la transparence dans les industries extractives.

Le Togo, pour être efficace, devrait donc s'inspirer des meilleures pratiques en la matière. C'est dans cet esprit que Les Amis de la Terre-Togo a organisé cette rencontre.

La résolution importante de la réunion est la nécessité de mener un diagnostic afin de disposer d'un répertoire sur l'ensemble des OSC, dont le domaine d'action est relatif au sujet. L'idée étant de ratisser le plus large possible. Cette activité a été menée par ADT-Togo, en partenariat avec WaterLex, une association suisse. Les résultats de cette étude seront disponibles en 2012.

Les démarches de Les Amis de la Terre-Togo dans le cadre de la mise en place de PCQVP-Togo incluent :

- L'organisation d'une série de rencontres avec le Collège de la société ITIE pour expliquer les initiatives et les actions prises par Les Amis de la Terre-Togo dans le processus de mise en place de PCQVP au Togo (Octobre-novembre 2011) ;
- Participation à l'Assemblée Générale de PCQVP-Afrique (25 mai 2011) ;
- La participation à la mise en place d'une commission pour réfléchir sur la création de la Coalition PCQVP (Décembre 2011) ;
- Etc.



Participation à l'Assemblée Générale de PCQVP-Afrique

Le Directeur Exécutif, comme nous l'avons dit plus haut, a accompli des missions à l'intérieur et à l'extérieur du pays qui lui ont permis de suivre l'évolution des dossiers aux plans national et international. Le tableau ci-après résume quelques-unes d'entre elles.

M. TODZRO a participé à



La réunion de l'ECOSOCC



La réunion de Niamey et d'Accra

4. Quelques missions

Dates	Lieu	Objectifs
26-28 janvier 2011	Ouagadougou (Burkina-Faso)	<p><u>Atelier francophone sur l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives</u></p> <p>Thèmes : Partage d'expériences nationales de mise en œuvre de l'ITIE</p> <p>Les sujets suivants ont fait l'objet de discussion</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse des rapports de conciliation des chiffres - Communication des rapports de conciliation des chiffres/généralités
1 ^{er} -04 mars 2012	Paris (France)	<p><u>5^e Conférence Mondiale de l' ITIE à Paris</u></p> <p>Thème : l'avenir de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) et la transparence dans la gestion des revenus</p> <p>L'ITIE a organisé, les 02 et 03 mars 2012, à Paris, une Conférence Mondiale dans le but de réunir toutes les parties prenantes autour de son action et nommer un nouveau Conseil d'Administration pour les deux années suivantes. Cette nomination s'opère par le truchement d'un collège restreint composé des pays mettant en œuvre ou soutenant l'Initiative, à savoir : les pouvoirs publics, les entreprises et les Organisations de la Société Civile (OSC).</p>
24-27 mai 2011	Kinshasa (RDC)	<p><u>Réunion Régionale pour l'Afrique de la campagne PCQVP</u></p> <p>Thème : Consolider et augmenter l'engagement de la société civile dans la promotion de la transparence et de la gestion responsable des revenus de l'industrie extractive.</p>
27- 29	Niamey	<p><u>Forum d'échange des connaissances et des bourses pratiques sur la production, l'exploitation et la</u></p>

juillet 2011	(Niger)	<p><u>valorisation des produits forestiers non ligneux.</u></p> <p><u>Thèmes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Processus du dialogue sur les forêts en Afrique de l'Ouest et opportunités de promotion des produits forestiers non ligneux ; - La politique Environnementale et les Axes Stratégiques de la Déclaration de Politique Forestière de la CEDEAO ; - Renforcement des capacités des acteurs, y compris des agents de l'Etat, des ONG et des acteurs de la Société Civile en matière de la production et la gestion durable des espèces ligneuses locales, pourvoyeuses des produits forestiers non ligneux.
1 ^{er} -5 septembre 2011	Bonn (Allemagne)	<p><u>Préparation du Rio + 20</u></p> <p>La 64^e conférence annuelle de UN-DPI/ONG sur les sociétés durables et sur les réponses citoyennes, a été organisée pour formuler une déclaration claire et cohérente en vue de contribuer aux décisions de la future conférence mondiale sur le développement durable (Rio + 20) en juin 2012 à Rio.</p> <p>La déclaration qui en est issue reflète les domaines d'interventions de la conférence telle que le contexte du développement durable ainsi que l'engagement civique, et le volontariat</p>
13-14 septembre 2011 et 26-27 octobre 2011	Accra (Ghana)	<p><u>Réunion de la CEDEAO sur la Facilitation du Transport dans l'Espace CEDEAO</u></p> <p><u>Thème</u> : Facilitation du Transport dans l'Espace CEDEAO</p> <p>Il s'agit d'un atelier de sensibilisation et de formation des Acteurs Non Etatiques (ANE) en matière de facilitation du transport et du transit dans la région CEDEAO. L'objectif est d'augmenter la prise de conscience parmi les ANE sur les développements clés en matière de facilitation du transport dans le corridor Abidjan-Lagos. Ceci devrait permettre aux ANE de contribuer à un transport plus fluide, porteur de développement et d'intégration par rapport aux nouvelles fonctionnalités des Postes de Contrôle Juxtaposés de Noepé.</p>

3- 5 octobre 2011	Freetown (S.L.)	<p><u>GAWA</u> : Réunion de Green Actors in West Africa</p> <p>Cette rencontre a regroupé les représentants de 3 pays membres Green Actors in West Africa (GAWA), en français « Les Acteurs verts en Afrique de l'Ouest ». Cette réunion avait pour objectif de non seulement de redynamiser le mouvement, mais également préparer une position dans le cadre de la Conférence de Rio+20. Les Amis de la Terre-Togo est le point Focal National de ce mouvement au Togo.</p>
30 octobre au 2 novembre 2011	Nairobi (Kenya)	<p><u>Assemblée Générale du Conseil Economique Social et Culturel (ECOSOCC) de l'Union Africaine.</u></p> <p>Etant membre depuis 2009 de l'ECOSOC de l'UA, ADT-Togo a participé à son AG afin de se familiariser avec le fonctionnement de cet Organe.</p>
12 au 16 décembre 2012	Ouagadougou (Burkina Faso)	<p><u>Atelier de partage sur les stratégies d'information et les programmes environnementaux en Afrique de l'Ouest et du Centre.</u></p> <p>Les objectifs de l'atelier sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la participation des organismes régionaux comme le CILSS et l'UEMOA en vue de décloisonner l'information et contribuer à l'atteinte des objectifs déclinés dans les conventions (CCD, CBD et CCNUCC) - Mettre en place le Réseau Africain de Gestion de l'Information Environnementale (RAGIE)

Hormi sa forte implication dans ces projets, le rôle du Directeur Exécutif comprend également la levée de fonds pour mener à bien les programmes et projets.

5. Partenariat et efforts de mobilisation de fonds

L'argent étant le nerf de la guerre, le Directeur Exécutif a été proactif en matière de mobilisation de ressources financières. Parmi les activités menées dans ce sens, on peut noter les contacts qu'il a réussi à nouer avec la Fondation Véolia (Véolia Eau et Véolia Environnement) et GrandLyon, (France), en faveur du Projet Fiokpo.

Il a également conclu un partenariat avec Kinome, une organisation française à vocation sociale, spécialisée dans la revalorisation durable des forêts pour inverser la tendance mondiale de la déforestation.

Ce partenariat porte sur un projet de renforcement du reboisement et de développement d'activités génératrices de revenus dans la région des Plateaux, en général, et dans le canton de Fiokpo, en particulier, sur une période de quatre ans.

Les fruits de ces partenariats seront visibles dans les prochains mois. Quand bien même les membres du Bureau Exécutif ont le ferme engagement et la forte détermination à honorer leurs responsabilités, ils font souvent face à des contraintes que nous aborderons dans la section 3.

SECTION 3 : DIFFICULTES RENCONTREES

La mise en œuvre des programmes se heurte, souvent, à des difficultés d'ordre institutionnel, matériel, etc.

Pour l'ensemble des programmes, on peut noter, de façon générale :

- Le manque ou l'insuffisance de ressources financières pour mener à bien les actions planifiées.

En raison de la crise financière internationale de 2008 et ses conséquences qui se prolongent, certaines activités planifiées n'ont pas pu être exécutées, faute de moyens. Il s'agit, notamment, de la réalisation d'études ; la sensibilisation d'acteurs sur le phénomène d'accaparement des terres ; l'accompagnement des populations, à travers les activités génératrices de revenus ; la restauration des sols, et la conservation de la biodiversité ; la confection et publication régulière du bulletin d'information Nonudzo ; la construction d'infrastructures de développement, etc.

- L'insuffisance d'appropriation de questions émergentes :

Des sujets s'imposent comme des problématiques incontournables de l'heure, pour lesquelles, la connaissance du staff doit être renforcée ; c'est le cas de la question de l'économie verte.

- La non fluidité de la communication entre les programmes.

On a comme l'impression d'avoir des goulots d'étranglement au niveau de la circulation de l'information entre les différents programmes. On note, à titre d'exemple

- o l'insuffisance de partage d'information entre les chargés de programmes et le Coordonnateur des Campagnes ; ceci limite ce dernier dans la planification des stratégies de plaidoyer et de lobbying.
- o En ce qui concerne le cas spécifique du Programme Développement Communautaire, il est à relever :

Au niveau du déroulement des camps chantiers,

- La non disponibilité et l'inefficacité de certains animateurs par rapport à leurs responsabilités ;
- L'abandon de chantier par certains volontaires expatriés qui retournent au pays par nostalgie ;
- L'inexpérience de la vie en société de certains volontaires, ce qui est à l'origine de conflits ;
- Des cas de maladies (hospitalisations) dus au changement d'alimentation et à la piqure de moustiques.

Au niveau du projet de Fiokpo

- L'impraticabilité de la route après une pluie ;
- La présence, par endroits, de rochers (sur la trajectoire de la tranchée), et
- Les promesses non tenues de certains donateurs.

Comme le dit l'adage, il n'y a pas de problème sans solution. Aussi des pistes de solutions sont-elles proposées, afin de surmonter les difficultés recensées ce sera l'objet de la section 4.

SECTION 4 : PROPOSITION DE SOLUTIONS

Au regard des contraintes mentionnées plus haut, il faut noter que des approches de solutions ont été entrevues. Elles se présentent comme suit :

- Trouver de nouveaux bailleurs de fonds et des voies alternatives de sécurisation de moyens financiers. Cette stratégie évitera à ADT-Togo de dépendre des mêmes sources de financement, qui ont montré leurs limites ;
- Renforcer les capacités du personnel sur les questions émergentes. C'est une approche qui a le mérite d'actualiser les connaissances du staff sur les

questions d'intérêt, et favoriser sa compétitivité en termes de proposition et d'exécution de projets ;

- Définir un plan stratégique devant prendre en compte les besoins et faire un lien entre les différents programmes. Cette solution devrait résoudre le manque de fluidité dans la communication inter-programmes.

Au niveau du déroulement des camps chantiers

- Sélectionner les meilleurs profils de volontaires et d'animateurs (lettre de motivation du postulant, et lettre d'engagement à proposer au postulant par ADT-Togo) ;
- Veiller à des diètes personnalisés (en cas de besoin) et à l'utilisation de moustiquaires imprégnés.

SECTION 5 : CAS DE SUCCES MAJEUR

Parmi les projets exécutés, nous voudrions en retenir un comme cas de succès qu'il convient d'étendre et de répliquer.

Il s'agit du projet de «sensibilisation des populations riveraines de la chaîne d'Atakora à la gestion durable de ses potentiels hydro-agro-sylvo-pastoral pour le développement économique».

En effet, ce projet est un succès en ce qui concerne l'apport de l'Action pour les bénéficiaires finaux, les pays, et la sous-région visés par l'Action.

L'Action a apporté aux bénéficiaires finaux :

- Une satisfaction morale : pour les bénéficiaires, le fait que les porteurs du projet et leurs partenaires technique et financier (CEDEAO et Union Européenne) s'intéressent à leurs moyens d'existence et à leur épanouissement (à travers les ressources de la chaîne d'Atakora) est une marque de sympathie et de solidarité humaine ;
- Une meilleure connaissance de la géographie, des conditions pédo-climatiques, de l'état des lieux des ressources naturelles, du capital humain, de la plupart des activités économiques, etc. de la chaîne ;
- Une meilleure appropriation des causes de dégradation des ressources naturelles et du fléchissement de la capacité des populations riveraines à contribuer fortement à l'émergence économique de la CEDEAO ;
- L'assurance que la dégradation des ressources de la chaîne d'Atakora n'est pas une malédiction ni une fatalité, mais le concours de phénomènes naturels et d'actions anthropiques qu'il est possible d'inverser à travers le changement de comportement et l'adoption de mesures adaptées ;
- Une reconnaissance, et la croyance en leur capacité à contribuer à l'émergence économique de la sous-région ouest africaine, et
- Les outils de plaidoyer et de lobbying en vue de l'élaboration de politiques économiques spécifiques autour de la chaîne.

L'Action a apporté aux pays :

- Une meilleure connaissance de la géographie, des conditions pédo-climatiques, de l'état des lieux des ressources naturelles, du capital humain, de la plupart des activités économiques, etc. de la chaîne ;
- Une meilleure appropriation des causes de dégradation des ressources naturelles et de l'érosion de la capacité des populations riveraines à contribuer fortement à l'émergence économique de la CEDEAO ;
- Un rapport d'activités, des rapports d'études et des informations qui sont des outils pour comprendre les problèmes de la chaîne d'Atakora, des outils de politique et d'action. Pour le Togo par exemple, les résultats de ce projet devront contribuer à enrichir le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA), la loi-cadre sur l'environnement, le Code forestier, le Programme d'Action Forestier National (PAFN), etc.

L'Action a apporté à la sous-région :

- Une meilleure connaissance de la géographie, des conditions pédo-climatiques, de l'état des lieux des ressources naturelles, du capital humain, de la plupart des activités économiques, etc. de la chaîne ;
- Une meilleure appropriation des causes de dégradation des ressources naturelles et de l'érosion de la capacité des populations riveraines à contribuer fortement à l'émergence économique de la CEDEAO, et
- Un rapport d'activités, des rapports d'études et des informations qui sont des outils pour comprendre les problèmes de la chaîne d'Atakora, des outils de politique et d'action. Ces documents permettront d'enrichir la Politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP).

Tout cela est pour les populations riveraines de la chaîne d'Atakora, le Bénin, le Togo, le Ghana et la CEDEAO et l'UE un ferment dans leur engagement commun à contribuer résolument à l'essor et l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest.

SECTION 6 : PERSPECTIVES

Vu les défis à relever et, pour ce faire, les solutions envisagées ; nonobstant les difficultés rencontrées, des perspectives nouvelles s'ouvrent pour Les Amis de la Terre-Togo. Il s'agit :

- D'intensifier la lutte contre l'accaparement des terres, et promouvoir l'agriculture familiale, les semences locales, et la gestion durable des terres ;
- De promouvoir la gestion efficace des aires protégées, et préserver des écosystèmes naturels non protégés (par des textes);

- De renforcer la visibilité et la lisibilité des actions (image) de Les Amis de la Terre-Togo ;
- De mobiliser davantage de moyens financiers et matériels pour la mise en œuvre des activités ;
- D'être proactif et rendre dynamique le fonctionnement des différents réseaux dont nous sommes membres, ainsi que jouer effectivement le rôle de leader dans les réseaux dont nous assurons le point focal ;
- Devenir une force de proposition incontournable sur les questions de changement climatique et d'énergie au Togo, et
- Valoriser et capitaliser l'expertise et les connaissances du personnel, des volontaires et des stagiaires.

----- CONCLUSION -----

Dans l'ensemble, les problèmes environnementaux, loin de se résorber, s'amplifient au jour le jour, et appellent des actions qui doivent être mesurées à l'aune des défis qui se posent pour la génération actuelle et les générations à venir.

Pour relever ces défis, des moyens institutionnels et matériels conséquents devraient être mobilisés.

S'agissant des moyens matériels, en raison de la raréfaction des ressources, du fait de la crise financière internationale, les voies traditionnelles de mobilisation de fonds deviennent de plus en plus inefficaces. C'est ainsi que ADT-Togo a décidé de donner les moyens aux populations à la base. Il s'agit de promouvoir en leur faveur des activités génératrices de revenus. Celles-ci devront leur permettre de réduire la pression sur les ressources naturelles.

En ce qui concerne les moyens institutionnels, la Direction Exécutive n'a ménagé aucun effort pour nouer des conventions de partenariat avec de nouvelles institutions parmi lesquels Kinome (Forest & Life), GrandLyon et Veolia.

Ces partenariats devront être capitalisés au cours des années suivantes, puisque, aux termes des dispositions desdites conventions des fonds devraient être mis à la disposition de Les Amis de la Terre-Togo pour des projets de plantation de forêts artificielles et d'achèvement du projet d'adduction d'eau de Fiokpo.

La Direction Exécutive s'est engagée également à élaborer, l'année d'après, un plan stratégique quinquennal pour la période 2012 à 2014 qui prendra en compte les enjeux de l'heure.

Comme on peut le voir, Les Amis de la Terre-Togo, malgré les difficultés, ne désarme pas ; au contraire, elle met tous les atouts de son côté pour réussir sa mission.